

Depuis quelques années, la Chambre des communes a adopté des lois nationales sur la mise en marché. Nos syndicats, qui sont, très importants pour l'expansion du Canada, peuvent grouper des gens qui travailleront en équipe. Les Travailleurs unis de l'automobile ont pu obtenir ce qu'ils considèrent comme étant un salaire raisonnable pour le travail qu'ils font. Les travailleurs de l'International Nickel ont un syndicat, mais les agriculteurs ne sont pas syndiqués. C'est parce qu'ils n'ont pas de loi qui leur permette de s'unir d'un bout à l'autre du pays. Toutefois, la loi nationale sur la mise en marché, qui fut adoptée l'an dernier après avoir attiré beaucoup de critiques de la part de l'opposition, sera à l'avenir favorable à l'agriculture du Canada. Je suis le premier à reconnaître que les effets n'ont pas été considérables jusqu'à maintenant, mais en ce domaine les résultats ne peuvent venir en l'espace d'un an. Grâce à cette mesure législative, nous avons un programme national de commercialisation des œufs mis en place après l'adoption du bill C-176. Les recettes des producteurs d'œufs ont beaucoup augmenté grâce à ce programme de commercialisation. Personne ne peut le nier.

Quant à la stabilité, elle ne s'impose pas seulement pour le porc, les tomates et les légumes. Elle s'impose aussi pour l'élevage du bétail. Incidemment, la vente des produits de l'élevage bovin rapporte des revenus plus élevés que celle du blé, ce qui pourra en étonner plusieurs. J'espère que les éleveurs de bétail qui viennent demain à Ottawa rencontrer les représentants du gouvernement, sauront convaincre le gouvernement actuel, mon gouvernement, de la nécessité d'aider leur industrie pendant une courte période.

Selon moi, les perspectives qui s'ouvrent aujourd'hui à l'agriculteur sont excellentes, pourvu que l'agriculture soit bien dirigée par des offices nationaux de mise en marché et par un gouvernement bienveillant—et je veux parler des gouvernements provinciaux autant que du gouvernement fédéral. N'oublions pas que l'industrie agricole canadienne comporte de nombreux éléments différents. Par exemple, la province de Québec s'occupe des biens produits et vendus dans cette province et du commerce avec les autres provinces. Le ministère fédéral de l'Agriculture s'occupe des ventes à l'étranger, et j'oserai dire que sur les marchés d'exportation, jamais les perspectives n'ont été meilleures.

Nos amis d'en face sont sans doute sincères dans les nombreuses critiques qu'ils ont formulées. Ils disent que le premier ministre (M. Trudeau) n'a pas fait ceci ou qu'il a trop fait de cela. Ils ne peuvent cependant pas dire qu'il n'est pas en bons termes avec de nombreuses puissances mondiales. Je pense que parmi les événements les plus marquants des années à venir, notre premier ministre actuel entrera dans l'Histoire pour son amitié envers la Chine, ce grand pays qui compte le quart de la population du globe. Les possibilités d'échanges avec cet immense pays dans l'avenir sont sans limites; les Chinois doivent aussi se nourrir. Il en va de même de l'expansion de notre agriculture et de notre commerce avec nos amis américains.

Autre remarque. Si je le signale, ce n'est pas en raison de l'amitié qui me lie à lui mais pour celle qui le lie à un grand nombre de députés. Vous savez sans doute, monsieur l'Orateur, que la vie chère a été l'objet de maintes critiques ces dernières semaines. Un rapport très volumineux connu sous le nom de rapport Pringle et traitant de la diffusion de l'information au sujet des questions complexes relatives aux éléments de coût qui interviennent entre la ferme et la table a été publié. J'aimerais que tous

Agriculture

les Canadiens puissent lire ce rapport. Il mentionne que bien des choses jouent au détriment des agriculteurs et que si les consommateurs désirent consommer de la bonne nourriture, ils devront dépenser beaucoup d'argent.

M. Bert Hargrave (Medicine Hat): Monsieur l'Orateur, à mon avis, il est bien évident que le gouvernement manque d'initiative pour ce qui est de planifier la politique à court et à long terme de l'agriculture au Canada. C'est pour cela que je suis heureux de participer au débat. J'aimerais parler expressément d'une situation urgente relative à notre industrie bovine et, s'il me reste suffisamment de temps, j'aimerais aussi parler d'un important problème à long terme qui touche la production bovine au Canada.

Il y a récemment eu beaucoup de discussions et même de différences d'opinion entre les producteurs de bœuf au sujet des mesures à prendre pour protéger l'industrie bovine du Canada contre les fluctuations qui se produisent de temps à autre sur le marché américain. Le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) est bien au courant de la situation. Hier, j'ai eu l'occasion d'assister à une réunion périodique des directeurs de l'Association canadienne des éleveurs de bétail à Regina, et l'on y a beaucoup discuté de cette question, surtout en ce qui concerne l'importation excessive de bétail gras des États-Unis à l'heure actuelle. Examinons donc le problème. L'industrie bovine du Canada s'occupe presque uniquement de fournir du bœuf pour le marché canadien. En raison des liens économiques étroits entre le Canada et les États-Unis, de l'évolution historique de nos industries et des forces économiques très semblables opérant dans nos deux industries, on a toujours accepté le principe que les marchés canadiens et américains du bœuf sont et devraient rester étroitement liés.

● (2210)

Ce système présente trois avantages, à mon avis. Tout d'abord, le marché américain était beaucoup plus stable que le nôtre; il a donc constitué un facteur de stabilisation de notre marché. Il n'y a pas si longtemps, le marché américain était le plus vaste marché déficitaire du monde et également celui où les prix étaient les plus élevés. En raison de notre relation étroite quant aux prix, l'industrie canadienne a été forcée d'être constamment en éveil, si je puis dire, pour demeurer compétitive. Ces trois facteurs ont été très réels.

Depuis un an, cependant, un certain nombre de facteurs nouveaux ont modifié la situation et de nouvelles forces, qui méritent d'être mentionnées, sont entrées en jeu. Tout d'abord, le marché américain est devenu extrêmement instable en raison d'influences étrangères au Canada et incontrôlables. La direction à court terme de l'industrie américaine est déterminée de plus en plus par les forces politiques plutôt que par les forces économiques. Le marché américain n'est plus ce qu'il était dans le système mondial de fixation des prix et il ne constitue certainement pas le marché à prix élevés. Cette situation peut toutefois évoluer si la valeur du dollar américain et du nôtre change.

Il est largement prouvé que les liens étroits et récents entre notre système de fixation des prix et le système américain a créé une instabilité qui, à long terme, est néfaste à notre industrie. En substance, nous ne voulons pas confondre le maintien d'un marché libre et concurrentiel pour nos produits à l'idée que nous ne pouvons le faire qu'en conservant des liens étroits avec les États-Unis.